

N° 687
DU 23 AU 29 MARS 2013

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION • Olivier Faure
• CO-DIRECTEUR DE LA PUBLICATION •

Valerio Motta • RÉDACTRICE
EN CHEF Stéphanie Platat •

PHOTO • Philippe Grangeaud •
Mathieu Delmestre • SIPA • MAQUETTE
Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET
IMPRESSION PGE (94)

Saint-Mandé

• N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223
• ISSN 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité
par Solfé Communications,
tiré à 26 000 exemplaires



MOTION DE CENSURE, LA RÉPONSE DE JEAN-MARC AYRAULT

« Je vous convie au redressement de la Nation »



L'AGENDA

23 mars

► Forum sur la transition écologique

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr



L'info en continu

Marisol Touraine, 18/03/13

Confiance

« Nous devons redonner confiance à un pays qui depuis plusieurs années se demande où il va, la crise économique, le chômage qui frappent... Je voudrais rappeler à Jean-Pierre Raffarin que le chômage augmente sans discontinuer depuis juillet 2008, que la crise n'a pas été enrayée sous le mandat de Nicolas Sarkozy, nous avons un travail à faire, un travail de redressement. Il n'y a pas de fatalité, il n'y a pas d'échec assumé, nous devons au contraire tous redresser la tête, aller de l'avant, retrouver nos manches, pour faire en sorte que l'emploi soit au rendez-vous, et le gouvernement, depuis qu'il est en place, a cette priorité-là avec le pacte de compétitivité pour que les entreprises soient davantage dans la course internationale ou les contrats de génération ».

Bertrand Delanoë, 19/03/13

Rythmes

« Les enseignants ont été matraqués depuis dix ans, je suis à leurs côtés (...) de plusieurs manières, pour faciliter leur travail, je maintiens et j'accrois les recrutements des professeurs de la ville de Paris en arts, musique, sports... J'ai modifié les horaires proposés pour tenir compte des contraintes de travail, tout à fait légitimes, des enseignants. Je me tiens à leurs côtés face au ministre de l'Éducation pour obtenir des postes en RASED. Je le fais en responsabilité. »

REPORTAGE

« L'Afrique nouvelle est debout »



Le Premier secrétaire du Parti socialiste s'est rendu la semaine dernière à la rencontre du Comité Afrique de l'Internationale socialiste

qui se tenait au Niger. Avant d'arriver à Niamey, accompagné d'une délégation du PS et du président du Comité Afrique, Ousmane Tanior Dieng, Harlem Désir avait tenu à faire une halte au Mali pour apporter son soutien, et celui de tous les socialistes français, au peuple malien. Il a notamment rencontré le président de la République du Mali, Dioncounda Traoré, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale et les responsables des principaux partis démocratiques, Ibrahim Boubakar Keita du RPM et Ibrahima N'Diaye de l'ADEMA. Dans son discours à Niamey, Harlem Désir avait d'ailleurs choisi de rappeler l'importance « de cultiver et de renforcer les liens d'amitié entre nos deux pays, tout particulièrement à l'heure où ils se battent côte à côte pour la démocratie au Mali. »

Revenant sur l'intervention française au Mali décidée par François Hollande en accord avec la communauté internationale, Harlem Désir a fait de la « réconciliation » et de la « démocratie » les clés de la victoire contre le terrorisme dans le pays. « Face au défi de la démocratie, du développement, de la sécurité, de la laïcité, les socialistes doivent être unis dans chaque pays, sur le continent, et à l'échelle internationale. C'est le sens de cette réunion du comité Afrique » a-t-il résumé.

Le Premier secrétaire a rappelé ainsi que l'Afrique et l'Europe, « frères dans l'Histoire » devaient désormais « marcher main dans la main » pour affronter les défis mondiaux à venir, le défi d'une démocratie globale, le défi de l'environnement et le défi d'une justice sociale globale. « Pour nous, socialistes, français, européens et africains, il ne s'agit pas de nier la mondialisation, mais d'œuvrer pour une mondialisation plus équitable et plus juste. C'est aussi en réduisant les déséquilibres économiques et les inégalités, a-t-il affirmé, que nous réduirons l'instabilité qui frappe notre monde. »

Dans ce moment historique pour le Mali et pour tout le continent, Harlem Désir a conclu en saluant « l'Afrique nouvelle debout ».

COMMUNIQUÉS

Enseignement supérieur et recherche

Le Parti socialiste a salué le projet de loi sur l'enseignement supérieur et la recherche porté par la ministre Geneviève Fioraso. Fruit d'une longue concertation lancée le 16 juillet dernier, nourrie par le rapport de mission de Jean-Yves Le Déaut, cette loi met tout en œuvre pour redresser la situation des universités et de la recherche françaises face au bilan désastreux de la droite.

Le Parti socialiste se réjouit de l'ensemble des mesures portées par ce projet, qui replace l'État en position de stratégie et vise à mieux articuler enseignement supérieur, recherche et développement économique.

Le projet de loi a pour premier objectif de faire réussir un plus grand nombre d'étudiants, et de favoriser leur insertion professionnelle.

En outre, la loi vise à offrir un nouvel élan à la recherche française en repensant en profondeur son approche stratégique et les conditions de son rayonnement sur la scène européenne et internationale. Elle vise à ouvrir davantage la recherche sur le monde économique mais sans remettre en cause l'indépendance des équipes de recherche, et permettra de mieux protéger la recherche fondamentale – avec en particulier l'ouverture de 2 100 postes par an pour des chercheurs en statut précaire – tout en améliorant notre capacité à lier la recherche au dépôt de brevet, la recherche appliquée à la production.

Le Parti socialiste appelle l'ensemble de la communauté universitaire et scientifique, et la société

dans sa totalité, à se mobiliser derrière cette grande loi qui porte deux priorités pour la France : la jeunesse et l'innovation.

Fédération des Bouches-du-Rhône

Le Bureau national du Parti socialiste a décidé de placer sous tutelle la direction de la fédération des Bouches-du-Rhône.

La préparation des élections municipales dans le département exige de créer les conditions pour réussir les Primaires citoyennes et remporter les échéances qui les suivront, notamment à Marseille et à Aix en Provence.

Les divisions et les dysfonctionnements que connaît la fédération sont un obstacle à la bonne préparation des élections municipales. De plus, les préconisations du rapport remis par Alain Richard en vue de la rénovation de la fédération n'ont pas été intégralement mises en œuvre.

Les citoyens comme les militants socialistes des Bouches-du-Rhône attendent une gauche en ordre de marche pour les élections municipales. Ils ont droit à l'organisation de Primaires irréprochables, en toute transparence et en toute équité. Jusqu'au 31 mars 2014, la fédération sera placée sous la tutelle d'Alain Fontanel, secrétaire national aux Fédérations, et de Christophe Borgel, secrétaire national aux Élections, à la tête d'une direction collégiale. Une Haute autorité pour les Primaires sera composée de personnalités reconnues pour leur indépendance.

« Mon modèle c'est la France »

Comme attendu la motion de censure sur la politique économique du gouvernement présentée par Jean-François Copé a fait pschitt mercredi en fin d'après-midi dans l'hémicycle. La motion a recueilli 228 voix alors qu'il lui en aurait fallu obtenir 287 pour être adoptée. Sans projet, sans proposition d'alternative, le leader de l'UMP en est même venu à regretter que le gouvernement ne s'attaque pas davantage aux riches. Décidément à court d'arguments. En face, Jean-Marc Ayrault lui a répondu point par point, invitant les députés, mais aussi tous les Français, « au redressement de la nation ». Il a annoncé sa feuille de route, claire et précise, qui n'a pas déviée de celle confiée par François Hollande au lendemain de sa victoire du 6 mai et qui aboutira à l'édification d'un nouveau modèle français, adapté aux enjeux actuels et assurant l'avenir de la jeunesse. « Je sais où je vais, a-t-il asséné, je sais comment le faire. Je sais ce que la France doit être au terme du quinquennat : un État désendetté qui soit respecté ; une fiscalité stable, mais plus juste ; une économie affirmée par la réindustrialisation et par l'écologie ; des entreprises dont la compétitivité repose autant sur la montée en gamme, que sur la qualité du dialogue social ; des nouvelles sécurités pour le travail qui cassent la logique du chômage de masse et la précarité, et relancent la mobilité sociale et salariale ; une protection sociale assainie et plus juste ; une société responsabilisée et plus soudée qui fait vivre ses principes de laïcité et d'égalité des droits ; une jeunesse qui a la certitude d'avoir sa place et qui réveille chez tous l'envie du progrès ».

De nombreuses batailles sont donc à mener : « Il nous faut répondre à cette angoisse du déclassement personnel et collectif qui s'est installée dans tous les esprits, dans tous les foyers, même les mieux protégés, a affirmé le Premier ministre, Il nous faut réveiller l'espoir en nous-mêmes, en notre capacité de nous en sortir. » Beaucoup de ces batailles ont déjà commencé. Un programme d'efforts sans précédent d'économies a été mis en place, notamment sur la dépense publique, a ainsi rappelé Jean-Marc Ayrault à Jean-François Copé qui l'accusait de dépenser un argent qu'il n'a pas, et que le pays n'a plu, « vous avez déposé le bilan, nous le redressons », a ponctué le Premier ministre.

La bataille de l'emploi est une des priorités du président

Hollande, le gouvernement lui a donné tous les moyens disponibles, et le Premier ministre d'énumérer le pacte de compétitivité, les contrats de génération, les emplois d'avenir, la banque publique d'investissement, la réforme bancaire, l'accord sur la sécurisation de l'emploi et la réforme à venir de l'orientation et de la formation professionnelle. Concernant la réforme du marché du travail que d'aucun pensait impossible, le gouvernement a permis la conclusion d'un accord entre les partenaires sociaux en leur laissant le temps de la discussion. Il en est de même sur la réforme des retraites. « Pour sauver les principes solidaires du régime par répartition, il nous faut en réduire les injustices, et consolider le financement. C'est la discussion que le gouvernement ouvrira avec les partenaires sociaux avant l'été » a annoncé Jean-Marc Ayrault. Revenant sur la réorientation de l'Europe, dont le président de la République s'est fait l'artisan, le Premier ministre a défendu sa conception de l'Europe, « bloc de solidarité » en pleine crise chypriote et alors que les élections de 2014 se profilent. « Ce dont la France a besoin, c'est une confiance en elle-même, c'est de forger une volonté commune pour se redresser, a-t-il conclu, Votre motion de censure ne l'a pas compris. Elle rejoue les divisions du précédent quinquennat et se trompe de destinataire. Ce n'est pas à mon gouvernement qu'il fallait l'adresser, c'est à mon prédécesseur, à son héritage d'impuissance et de renoncements. »

Le Premier secrétaire du PS a salué l'intervention du Premier ministre, « qui, face à l'esprit de manœuvre et de polémique de la droite, a préféré, à l'occasion du débat sur la motion de censure, exposer son projet pour la France. » Rappelant que depuis dix mois, « le gouvernement de Jean-Marc Ayrault mène avec courage une politique déterminée et ambitieuse de redressement de notre pays. », Harlem Désir a assuré le gouvernement du soutien du PS : « le Parti socialiste continuera son travail d'explication et de pédagogie auprès des Français autour des réformes du gouvernement, car c'est le chemin qui a été choisi pour sortir notre pays de la crise et le préparer à l'avenir dans un pacte de confiance retrouvée avec la nation. »



Martine Aubry, 18/03/13

École

« L'avenir de notre société se construit avec une école qui respecte la promesse républicaine d'émancipation, de réussite pour tous. Il fallait redonner toute la priorité, politique et budgétaire, à notre école. C'est ce que Vincent Peillon, Ministre de l'Éducation nationale, a engagé avec beaucoup de volonté et de détermination. Je partage totalement son projet et il a tout mon soutien. »

Frédérique Espagnac, 21/03/13

Logement

« Le plan d'urgence pour le logement s'inscrit dans la stratégie de croissance menée par le président de la République et le gouvernement. Au lendemain du dépôt d'une motion de censure stérile par Jean-François Copé, président autoproclamé de l'UMP, il répond de manière concrète à l'une des premières préoccupations des Français. »

COMMUNIQUÉ DU PREMIER SECRÉTAIRE

« Le projet UMP d'hyper-austérité »

« Après avoir voulu censurer la politique de redressement et de justice sociale portée par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, l'UMP tient aujourd'hui une convention dont les propositions économiques plongeront notre pays dans l'hyper-austérité. Je dénonce avec la plus grande force ces propositions inacceptables et profondément inquiétantes. Selon le quotidien *Les Échos*, l'UMP propose des coupes budgétaires de 130 milliards d'euros en cinq ans. La droite propose de relancer la RGPP qui a miné nos services publics en l'aggravant avec le non-remplacement de deux fonctionnaires sur

trois partant à la retraite ce qui signifierait des dizaines de milliers de suppressions de postes à l'école et dans les hôpitaux, elle propose le passage du temps de travail des fonctionnaires à 39 heures sans précision sur leur salaire donc probablement payé 35 heures et la baisse des dotations aux collectivités locales. La droite propose également une hausse de 3 points de la TVA, pour pouvoir supprimer les cotisations sociales « famille ». Autre proposition qui pénaliserait les Français : l'UMP veut abaisser les plafonds des livrets réglementés et allonger de huit à douze ans la durée nécessaire pour être exonéré d'impôt

sur l'assurance vie. Ce soi-disant "choc de compétitivité" proposé par l'UMP est en réalité un choc d'hyper-austérité, dangereux pour l'économie de notre pays et qui plongerait les Français dans une cure d'austérité absolument inédite. C'est la politique imposée par les conservateurs partout en Europe et qui aggrave la crise et les inégalités. La droite n'a donc tiré aucune leçon de la sanction qui lui a été infligée par les Français et s'obstine à proposer des politiques injustes et inefficaces. Les Français ont choisi la gauche qui agit pour l'École, pour l'emploi, pour la justice et pour l'avenir. La droite doit entendre leur choix. »

PS



POUR L'EMPLOI, POUR LA JUSTICE, POUR L'AVENIR, LA GAUCHE AGIT

RETROUVER LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

- > **Le Pacte pour la croissance, la compétitivité et l'emploi**, pour que les entreprises investissent et embauchent
- > **L'accord entre les partenaires sociaux** pour sécuriser l'emploi dans la crise
- > **Un budget de combat**, pour redresser les comptes publics tout en finançant nos priorités : école, santé, logement, justice, sécurité
- > **La relance du pouvoir d'achat** : hausse de 2 % du Smic au 1^{er} juillet 2012, élargissement des tarifs sociaux de l'énergie, revalorisation de 7 % du plafond de ressources de la CMU
- > **Le blocage des loyers à la relocation et les cessions de terrains** pour construire des logements pour tous
- > **Revalorisation de 10 %** du RSA d'ici 2017
- > **Rétablissement de la retraite à 60 ans** pour 100 000 personnes

SOUTENIR NOS JEUNES, L'AVENIR DE NOTRE PAYS

- > **Le contrat de génération**, pour favoriser l'emploi en CDI des moins de 26 ans. 500 000 contrats seront financés sur cinq ans
- > **150 000 emplois d'avenir en 2013 et 2014** pour aider les jeunes à acquérir une première expérience professionnelle et faciliter leur entrée dans la vie active
- > **Création de 100 000 «garanties jeunes» par an** pour les jeunes sans emploi ni formation
- > **Une grande loi d'orientation sur l'école** pour qu'elle redevienne synonyme de réussite et d'épanouissement de tous les enfants
- > **60 000 postes supplémentaires pour l'Éducation nationale sur le quinquennat** pour mieux accompagner nos enfants et les aider à réussir
- > **La réforme des rythmes éducatifs**, pour que la semaine d'école convienne davantage aux facultés des élèves
- > **L'augmentation de 25 %** de l'allocation de rentrée scolaire dès la rentrée 2012

RÉNOVER LA RÉPUBLIQUE

- > **La baisse du salaire du président** de la République et des ministres
- > **Le premier gouvernement paritaire**, pour consacrer la réussite des femmes et des hommes aux plus hautes fonctions de l'État
- > Le scrutin binominal aux élections départementales, **pour que la parité soit une réalité** dans toutes nos collectivités locales
- > **Une charte de déontologie** pour l'action du gouvernement

POUR FAVORISER L'ÉCONOMIE RÉELLE ET LA SOLIDARITÉ CONTRE LA FINANCE FOLLE

- > **La Banque Publique d'Investissement** pour que les TPE, PME et entreprises de taille intermédiaire innovent, exportent, recrutent
- > **La loi de séparation et de régulation bancaires** pour protéger les épargnants, particuliers et entreprises, de la spéculation à hauts risques des banques
- > **Une taxation égale du capital et du travail** pour revaloriser l'effort par rapport à la rente
- > **La taxe sur les transactions financières et l'Union bancaire européenne** pour protéger les pays européens des attaques des marchés financiers
- > **L'encadrement des rémunérations des dirigeants** dans les entreprises publiques et leurs filiales

FAIRE AVANCER L'ÉGALITÉ DES DROITS

- > **Un plan de lutte contre les déserts médicaux** pour qu'aucun citoyen ne soit à l'écart de l'accès aux soins
- > **Une nouvelle politique de la ville** : 27 décisions pour rétablir l'égalité républicaine dans les quartiers prioritaires
- > **Des zones prioritaires de sécurité** pour mettre plus de moyens au service de la tranquillité des citoyens là où il y en a le plus besoin
- > **Le mariage pour tous** pour protéger et reconnaître toutes les familles
- > **Le rétablissement d'une loi contre le harcèlement sexuel** pour lutter contre les violences faites aux femmes
- > **L'annulation de la circulaire Guéant** pour que la France soit une terre d'accueil pour les étudiants étrangers

“ J’ai fait le choix du redressement.
Notre République a du ressort.
Rassembler est mon devoir,
ensemble nous devons faire nation,
faire bloc dans un moment particulier
sur nos valeurs.
Le déclin n’est pas notre destin.
Ma seule boussole c’est la justice. ”

François Hollande

Le PS vous propose de devenir un acteur du changement.

Pour participer aux débats et soutenir le mouvement, rejoignez le PS.

☐ Je soutiens le changement, j'adhère au PS et joins un chèque de 20€

☐ Je souhaite prendre contact avec les socialistes
☐ Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)
Selon les dispositions de la loi du 19 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

parti-socialiste.fr/adherer

Renvoyer ce coupon à Parti socialiste 10, rue de Solferino - 75007 Paris

Nom

Prénom

Email

Tél

Adresse

Code postal

Ville